



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Etat-major des Armées
Forces armées en Guyane
Direction d'infrastructure
de la défense de Cayenne**

N° COSI : 460 209

N° DE PROJET : 25-02-009

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**GUYANE – REGINA – 3EME REI
CAMP SZUTS
REHABILITATION DE L'ORDINAIRE DU CEFE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot n°2 – VRD



**MAITRISE
D'ŒUVRE**

Direction d'infrastructure de la défense de Cayenne
Division projets / Pôle maîtrise d'œuvre
Quartier de la Madeleine - CS 56019
97306 CAYENNE CEDEX
Téléphone : 05.94.39.55.25

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1. OBJET DE L'OPERATION	4
1.2. DECOUPAGE DE L'OPERATION	4
1.3. TRAVAUX A REALISER	4
1.4. INSTALLATION DE CHANTIER – CONTRAINTES DU SITE	5
1.4.1. GENERALITES	5
1.4.2. EMPRISE DU CHANTIER ET ACCES.....	5
1.4.3. TERRAINS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHE.....	5
2. DESCRIPTION DES TRAVAUX	6
2.1. GENERALITES.....	6
2.1.1. PRESENTATION.....	6
2.1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	6
2.1.3. EXIGENCES.....	7
2.1.4. DECHETS.....	14
2.2. SECTION TECHNIQUE N°1 – ASSAINISSEMENT	15
2.2.1. OBJET DES TRAVAUX	15
2.2.2. LIMITES DE PRESTATIONS.....	15
2.2.3. DIMENSIONNEMENT	15
2.2.4. CANALISATION.....	16
2.2.5. REGARDS DE SORTIE DE BATIMENT.....	16
2.2.6. CANIVEAU.....	16
2.2.7. BAC A GRAISSE.....	16
2.2.8. FOSSE SEPTIQUE	16
2.3. SECTION TECHNIQUE N°2 - ADDUCTION EN EAU POTABLE.....	17
2.3.1. OBJET DES TRAVAUX	17
2.3.2. LIMITE DE PRESTATION.....	17
2.3.3. DIMENSIONNEMENT	17
2.3.4. CANALISATION.....	17
2.3.5. CHAMBRE A VANNE.....	17
2.4. SECTION TECHNIQUE N°3 – CFO	18
2.4.1. OBJET DES TRAVAUX	18
2.4.2. LIMITES DE PRESTATION.....	18
2.4.3. CANALISATION.....	18
2.4.4. ALIMENTATION.....	18
2.4.5. CHAMBRE DE TIRAGE	18

2.5. SECTION TECHNIQUE N°4 – TELECOM..... 19

2.5.1. OBJET DES TRAVAUX 19

2.5.2. LIMITES DE PRESTATION..... 19

2.5.3. CANALISATION..... 19

2.5.4. CHAMBRE DE TIRAGE 19

3. DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES..... 20

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. OBJET DE L'OPERATION

La présente opération a pour objet la démolition partielle de l'ordinaire (bâtiment 010) du CEFÉ situé au Camp Szuts à Régina et de sa réhabilitations afin d'une remise aux normes de celui-ci.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe les modalités techniques de fournitures, d'exécution des travaux et des essais, du **Lot n° Voirie et Réseaux Divers**

1.2. DECOUPAGE DE L'OPERATION

L'opération de réhabilitation du bâtiment n°010 est découpé en :

- Marché de sécurité et de protection de la santé de 2ème catégorie,
- Marché de contrôle technique
- Marché de démolition/reconstruction alloti en 4 lots :
 - Lot 1 : Démolition et Tout corps d'état
 - Lot 2 : Voirie et réseaux divers
 - Lot 3 : Chambre froide – Cloisonnement thermique – Electricité – Plomberie
 - Lot 4 : Charpente – Couverture

1.3. TRAVAUX A REALISER

Le bâtiment ne sera pas en activité au moment des travaux. Néanmoins, une partie du bâtiment sera conservé avec réfection.

L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations suivantes : réalisation des réseaux divers nécessaires au bon fonctionnement du bâtiment et sujétions d'exécution, d'adaptation à l'existant et de finition.

Les prix remis par l'entrepreneur sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux, et ce dans les règles de l'art.

1.4. INSTALLATION DE CHANTIER – CONTRAINTES DU SITE

1.4.1. GENERALITES

Les prestations comprendront :

- Les frais d'encadrement et divers ;
- L'amenée et repli du matériel de chantier ;
- L'enlèvement, en fin de chantier par site, de tous les matériaux et matériels en excédent, la remise en état des lieux ;
- Les frais d'assurance de l'entreprise contre les préjudices causés aux ouvrages existants, aux bâtiments, aux personnes et aux usagers des voies publiques, du fait des travaux ;
- La mise à disposition du Maître d'œuvre de tous les moyens conformes aux normes de sécurité, lui permettant l'accès à toutes les parties du chantier, quel que soit l'état d'avancement de celui-ci ;
- L'ensemble de la signalisation du chantier autre que celle destinée à modifier les conditions initiales de circulation ;
- Toutes dispositions permettant de satisfaire aux spécifications du P.G.C.S.P.S. et les adaptations en cours de travaux à la demande du coordinateur.

Le titulaire du lot 01 aura à sa charge de l'ensemble des installations de chantier et branchements aux réseaux. En revanche, le titulaire du présent lot devra prévoir la signalisation nécessaire pour tout travaux de VRD qui sortirai de l'emprise générale du chantier (notamment pour le réseau EP, AEP et CFO).

1.4.2. EMPRISE DU CHANTIER ET ACCES

Les emprises de chantier sont imposées à l'Entrepreneur.

Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle élémentaire (CE) avec un retour validé.

1.4.3. TERRAINS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ

L'accès au chantier se feront exclusivement à partir de la voie d'accès définie par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre. Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition de l'Entrepreneur des terrains ou emplacements nécessaires à ses installations de chantier.

Les zones de stockage seront situées à proximité de la zone vie.

L'emprise des zones de chantier sont représentées sur les plans joints dans le cahier de détail.

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1. GENERALITES

2.1.1. PRESENTATION

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de fourniture et d'exécution des travaux du lot N°2. Les travaux porteront sur :

- La fourniture et pose de fourreaux et chambres de tirages pour le raccordement du bâtiment 013 au bâtiment 010
- Le tirage des câbles CFO (entre bâtiment 010 et 013)
- La remise à neuf des caniveaux longeant le bâtiment 010 et la réalisation de circulation piétonne au droit
- La fourniture, pose et raccordement d'un bac à graisse
- La fourniture, pose et raccordement d'une fosse septique
- La fourniture et pose des réseaux d'assainissement (eaux usées et pluvial)
- Le piquage et raccordement adduction en eau potable

Avant réalisation de toutes tranchées, un piquetage sera réalisé par l'entrepreneur, qui fera l'objet d'un contrôle du maître d'œuvre.

2.1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour tout ce qui n'est pas précisé dans le présent CCTP, les prescriptions des documents techniques et réglementaires, en vigueur au moment de la remise des offres, seront appliquées (ainsi que les décisions et recommandations de la Commission des Marchés Publics de l'Etat), à savoir :

- les Eurocodes,
- les Avis Techniques,
- les Documents Techniques Unifiés,
- les normes en vigueur,

2.1.2.1. PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX, FOURNITURES ET PRODUITS

2.1.2.1.1. VERIFICATIONS ET RECEPTION DES MATERIAUX – FOURNITURES ET PRODUITS DE TOUTE NATURE

a) Généralités

Les matériaux employés aux travaux devront répondre aux prescriptions des normes AFNOR homologuées en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'indication de l'origine de tous les matériaux et appareils employés par l'Entrepreneur devra être adressée au Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur sera tenu d'employer les espèces et qualités de matériaux prescrits par le présent cahier et les ordres de service. Dans tous les cas où les mots « équivalent » ou « similaire » sont employés dans le présent cahier, l'Entrepreneur devra, avant sa mise en œuvre, soumettre le produit à substituer ou le nom du fabricant au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage qui apprécieront s'il y a équivalence ou similitude.

b) Vérification et réception

Il appartiendra à l'Entrepreneur d'apporter la preuve que les matériaux sujets à essais ont bien été soumis aux dits essais.

Tous les matériaux et fournitures seront vérifiés et reçus avant leur emploi. Ils seront, à cet effet, disposés par l'Entrepreneur conformément aux instructions du Maître d'Œuvre; l'Entrepreneur sera tenu de faire remplacer sur le champ ceux qui seront rebutés. S'il ne se conforme pas à cette prescription, le Maître d'Œuvre pourra, aux frais de l'Entrepreneur, faire transporter d'office aux décharges publiques, les matériaux et produits rebutés maintenus sur le chantier.

L'Entrepreneur aura à supporter tous les frais relatifs à la vérification et à la réception des matériaux et fournitures, notamment aussi les frais des analyses que le Maître d'Œuvre pourrait ordonner.

Nonobstant cette réception, les matériaux et fournitures qui, soit au moment de l'emploi soit après, jusqu'à la réception des ouvrages, seraient reconnus défectueux ou avariés seront rebutés et remplacés aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.2.1.2. *MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE*

Il n'y a pas de matériaux ni de produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.

2.1.2.1.3. *MATERIAUX ET PRODUITS AUTRES QUE LES PRODUITS PREFABRIQUES*

- Granulats pour bétons et mortier
- Matériaux pour remblaiement des tranchées
- Matériaux pour réfection des chaussées et trottoirs

} Carrières agréées par l'Administration disposant d'une autorisation préfectorale d'exploitation

Les matériaux seront conformes aux normes AFNOR homologuées en vigueur.

2.1.3. EXIGENCES

2.1.3.1. QUALITE ET ORIGINE DU MATERIEL

2.1.3.1.1. GENERALITES

Le respect de la qualité des caractéristiques, des dimensions et de l'aspect des équipements mis en œuvre sera impératif.

Avant toute mise en œuvre, l'Entrepreneur présentera à l'agrément du Maître d'Œuvre et du contrôleur technique ou de leurs représentants les procès-verbaux d'essais en usine du gros matériel.

Les matériels et matériaux mis en œuvre seront munis de la marque de qualité et de conformité USE ou NF ou à défaut, devront répondre aux normes françaises de fabrication, garanties par un procès-verbal de conformité délivré par un organisme habilité.

Dans le cas où il n'existe aucune norme de l'UTE concernant le matériel utilisé, celui-ci devra répondre aux règlements ou spécifications techniques générales ou particulières correspondant à l'usage auquel il est destiné.

Les normes européennes seront respectées.

Tout appareil ne répondant pas à ces exigences sera refusé.

Les matériaux et matériels utilisés seront neufs et sans défaut. Leurs caractéristiques seront en rapport avec leur emploi, l'utilisation des ouvrages, les installations dans lesquels ils sont intégrés.

Ils seront adaptés à l'usage auquel ils sont destinés.

Ils seront à mettre en œuvre conformément aux prescriptions des fabricants et des fournisseurs, dès lors que de telles prescriptions existent.

Tous les matériels conçus, fabriqués et installés respecteront les prescriptions techniques spécifiques à chacun d'eux, les normes en vigueur ainsi que les prescriptions générales de fabrication ci-après.

Les marques et les références des appareils proposés seront soumises au VISA du Maître d'Œuvre et du contrôleur technique (pour l'aspect réglementaire) avant tout approvisionnement.

Le choix du matériel tiendra compte des conditions d'émergence acoustique, de vibrations prescrites et d'environnement régnant à l'intérieur des locaux.

2.1.3.1.2. UNIFORMISATION

Afin d'uniformiser les matériels et de réduire le nombre de pièces de rechange, l'Entrepreneur veillera à ce que les matériels de mêmes caractéristiques proviennent d'un même fournisseur.

2.1.3.1.3. MODULARITE

Tous les équipements d'usure ou susceptibles de panne seront constitués de parties amovibles permettant leur remplacement facile et économique sans nécessiter, si possible, le remplacement complet de ces organes.

De plus, compte tenu de l'enclavement de la Guyane et des délais d'approvisionnement, le choix des matériels doit être fait en considérant le catalogue des fournisseurs locaux ainsi que le niveau de technicité nécessaire pour les faire fonctionner.

2.1.3.1.4. AUTOCONTROLE DES ENTREPRISES

En début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel est assujetti l'Entrepreneur devra être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,

- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées,
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entrepreneur s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art, etc... ;
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

2.1.3.2. ORGANISATION DES TRAVAUX

2.1.3.2.1. GENERALITES

L'Entrepreneur disposera des terrains désignés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Les accès au chantier se feront exclusivement à partir des points fixés par le Maître d'œuvre, sans que l'Entrepreneur puisse élever de réclamation, ni prétendre à indemnité.

Il devra, en outre, aviser dans le même délai :

- les propriétaires et concessionnaires de toutes autres canalisations susceptibles d'être touchées par les travaux à exécuter, ou situées à proximité, notamment les représentants locaux de l'EDF qui seront informés dans les conditions des arrêtés préfectoraux en vigueur, les services gestionnaires de l'éclairage public, les services ou sociétés gérant les réseaux d'assainissement, etc.
- L'Entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit du fait de la présence de réseaux rencontrés longitudinalement ou transversalement lors de l'exécution des travaux.
- L'Entrepreneur devra permettre le passage de la circulation générale ou locale ; l'exécution des services publics (ramassage des ordures, nettoyage des rues, etc.).
- L'Entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, du maintien en bon état de service des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées, affectés par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, procéder, à ses frais, à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.
- L'Entrepreneur ne saurait se prévaloir, à l'encontre des responsabilités résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du présent dossier, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter, à ses frais, par tous sondages nécessaires.
- L'Entrepreneur devra, si cela lui est demandé, établir à ses frais des clôtures provisoires en limite des terrains utilisés. Le type de clôtures est laissé à l'initiative de l'Entrepreneur, mais il devra recevoir l'agrément du Maître d'œuvre. En cas d'accidents causés à ces clôtures par les engins durant les travaux, l'Entrepreneur devra les réparer, à ses frais, immédiatement. En dehors de cette imposition, l'Entrepreneur est seul juge de la nécessité de clore ses chantiers et de l'efficacité du type de clôture.

2.1.3.2.2. TRANCHEES ET DEBLAIS

Les terres en excédent ou impropres au remblaiement doivent être transportées, à toute distance, à la décharge indiquée par le Maître de l'Ouvrage, ou à défaut, choisie par l'Entrepreneur et ce, dans tous les cas, aux frais de ce dernier, **y compris tous les frais de redevance ou droits d'entrée en décharge.**

Par ailleurs, il est prévu par l'Entrepreneur :

- l'interposition éventuelle d'un géotextile non tissé en limites de fouille dans le cas de matériaux de mauvaise qualité (vase),
- le rétablissement, en tant que de besoin et à l'identique, des bandes signalétiques sur chaussées.

2.1.3.2.3. PROTECTION CONTRE LES EBOULEMENTS

L'Entrepreneur doit prendre les précautions en vue d'éviter les éboulements et assurer la sécurité du personnel, si nécessaire en talutant, étayant, blindant ou confortant la fouille par tous moyens adaptés à la nature du sol conformément aux spécifications édictées par la réglementation en vigueur.

Les sujétions correspondantes sont réputées incluses dans le bordereau de prix unitaire de terrassement.

L'Entrepreneur devra obligatoirement signaler par écrit au Maître d'œuvre les cas particuliers de construction ou ouvrages à proximité desquels l'ouverture de la tranchée lui semble présenter des risques particuliers, et il indiquera de manière précise les mesures de protection et de sécurité qu'il compte adopter.

Cette démarche ne peut toutefois en aucun cas avoir pour effet de dégager l'Entrepreneur de sa totale responsabilité.

Au cours des travaux, l'Entrepreneur doit veiller à ce que le dépôt de déblais et la circulation des engins ne puissent provoquer d'éboulement ; il doit prendre les mêmes précautions vis-à-vis de la circulation des véhicules sur la voie publique à proximité immédiate de la tranchée.

2.1.3.2.4. ASSECHEMENT DES FOUILLES

L'Entrepreneur exécutera, à ses frais, tous les travaux et ouvrages destinés à assurer l'assèchement des fouilles, y compris les pompages nécessaires, quel que soit la durée du chantier.

2.1.3.2.5. REMBLAIS D'APPORT

Les remblais seront exécutés conformément au règlement de voirie communal ou départemental ou aux prescriptions du "guide technique de remblayage des tranchées et réfection des chaussées" SETRA-LCPC (Mai 1994) et du « Guide technique d'étude et réalisation des tranchées » SETR (Novembre 2001).

On ne tolérera dans les remblais, ni mâchefer, ni plâtras, ni scories.

Les déblais impropres à l'obtention du résultat recherché seront, aux frais de l'Entrepreneur évacués et remplacés par un remblai, avec même compactage, en sable anti-argile ou en grave.

L'Entrepreneur devra indiquer le nom des carrières d'où proviennent les matériaux et fournira une analyse de ces matériaux avant remblaiement.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de soumettre, pour vérification à un laboratoire qualifié, des échantillons des remblais compactés.

Tous les frais entraînés par ces vérifications sont à la charge de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.6. VENUES D'EAUX

L'Entrepreneur doit, sous sa responsabilité, organiser son chantier de manière à le débarrasser des venues d'eaux de toute sorte, à maintenir les écoulements et à prendre les mesures utiles pour que ceux-ci ne soient pas préjudiciables aux biens de toute nature susceptibles d'être concernés.

L'Entrepreneur est tenu d'avoir sur le chantier ou à sa disposition les moyens d'épuisement nécessaires.

2.1.3.2.7. DRAINAGE DU FOND DE FOUILLE

Dans le cas où un drainage temporaire est nécessaire, il est réalisé à l'aide de drains entourés d'une épaisseur suffisante de matériaux drainants.

Dans tous les cas, le drainage est obturé à intervalles appropriés avant remblai.

2.1.3.2.8. DEGATS DIVERS

L'Entrepreneur devra assurer la reconstitution des clôtures, des fossés ou ouvrages divers qui pourraient être détruits.

En cas de destruction d'ouvrages (ponts, chemins ruraux et privés, etc. ...), la reconstitution sera faite à l'identique.

Les bornes parcellaires seront remplacées par un géomètre agréé aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.9. ARRACHAGE DES PLANTATIONS - COUPE D'ARBRES

En cas de besoin, l'arrachage des plantations comprend l'extraction des souches et des racines.

Les produits d'arrachage devront être évacués en décharge aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.10. REMISE EN ETAT DES SOLS

L'entrepreneur procédera sur toute la largeur de l'emprise ayant servi au chantier, à l'enlèvement :

- des débris et résidus de toutes natures,
- des terres excédentaires provenant du sous-sol exclusivement,
- des pierres se trouvant à la surface et dans la partie labourable des terres cultivables et des prairies pour rendre le terrain à l'identique.

Le décompactage des terrains sur l'emprise utilisée pour les besoins du chantier est à la charge de l'Entrepreneur.

Afin de compenser les tassements des terres, un cordon de remblai sera laissé au-dessus de l'axe de la canalisation. Si le cordon était supprimé à la demande écrite du propriétaire

ou de l'exploitant, l'Entrepreneur sera dégagé de la responsabilité des tassements ultérieurs.

L'Entrepreneur assurera l'entretien de tous les rétablissements (même ceux restant provisoires) en cours de travaux et jusqu'à la fin du délai de garantie. Les prix de l'offre tiennent implicitement compte des opérations de reprise nécessaires suivant indications du Maître d'œuvre.

Les rétablissements de chaussées, accotements et trottoirs, seront exécutés conformément aux prescriptions techniques départementales ou sur routes communales ou par défaut, conformément aux tableaux ci-après :

TRAVAUX SOUS DEPENDANCES DES CHAUSSEES

CLASSE DE TRAFIC	MATERIAUX	R - REMBLAIS					A - ASSISE				S - SURFACE				
		jusqu'à l'assise					Technique				Technique				
		Du site	Grave sec 0/20	GRH 0/20	Béton de tranché.	CG à 4 %	Du site	Grave sec. 0/20	GRH 0/20	Béton de tranché.	Du site	sable	E S 6/10 2/4	BB 0/6	Autre
	SOLUTIONS	1	2	3	4	5	1	2	3	4	1	2	3	4	5
5 TROTTOIR	Epaisseur (cm)	compactage par couche de 25 cm maxi avec les engins appropriés						25	20	15		2		4	
6 ACCOTEMENT REVETU	Epaisseur (cm)	Compactage par couche de 25 cm maxi avec les engins appropriés						25	20	15				4	
7 ACCOTEMENT NON-REVETU	Epaisseur (cm)	Compactage par couche de 25 cm maxi avec les engins appropriés						25	25	15					

2.1.3.3. QUALIFICATION DE L'ENTREPRENEUR -HABILITATION DU PERSONNEL

Les personnels amenés à intervenir sur les ouvrages Gros Œuvre et Second Œuvre devront être munis de titre d'habilitation (H0, B1V) minimum, ou, encadré, par du personnel habilité, à piéd d'œuvre sur l'ouvrage, pendant la totalité de la durée de l'intervention.

En conséquences, les certificats et les attestations de formation et de mise à niveau seront à transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre

Il est rappelé que l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) est obligatoire depuis le 1er janvier 2018. L'Entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur, et en particulier en matière d'habilitation de ses agents et de repérage des réseaux avant le démarrage des travaux.

2.1.4. DECHETS

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le ministère de la transition écologique.

Le titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du titulaire, sont obligatoirement inscrites sur « Trackdéchets ».

A l'exception des bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA), les bordereaux de suivi des déchets (BSD, tout type confondu) ne peuvent pas être générés par le titulaire pour le compte de l'acheteur.

Le titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'acheteur.

Les informations relatives à l'acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200241
DID de Cayenne
CS 56019
97306 Cayenne Cedex

L'adresse mail fonctionnelle du correspondant BPE de la DID que doit utiliser le transporteur : did-cayenne-trackdechet.admin.fct@intradef.gouv.fr

Les BSD sont nommés selon le modèle suivant :

« DID CAY XXX-CEFE-BAT 010-2502009 »

2.2. SECTION TECHNIQUE N°1 – ASSAINISSEMENT

2.2.1. OBJET DES TRAVAUX

La présente section technique comprend :

- Le dimensionnement des ouvrages
- La création de boîtes de branchement en pied de façade
- La fourniture et pose du bac à graisse
- La fourniture et pose de la fosse septique
- La fourniture et pose des collecteurs gravitaires
- La reprise des caniveaux
- La fourniture pose de garde de descente de gouttières
- La fourniture et pose d'un regard de tête, la fourniture et pose d'un collecteur enterré

2.2.2. LIMITES DE PRESTATIONS

L'entrepreneur devra la création du réseau d'assainissement :

- « Eaux usées » depuis les boîtes de branchements (inclus) jusqu'à l'ouvrage de traitement. Cela inclus la réalisation du bac à graisse et de la fosse septique.
- « Pluvial » depuis les regards de descentes de gouttière (inclus), le point le plus haut des caniveaux jusqu'à l'exutoire du futur collecteur enterré

Les prestations comprennent toutes tranchées, remblais, les canalisations, les regards, l'enrobages des conduites, grillages avertisseurs. L'entrepreneur aura également à sa charge le dimensionnement des ouvrages.

2.2.3. DIMENSIONNEMENT

Les calculs des réseaux EU et EP seront conduits selon les méthodes définies par le memento technique 2017 de l'ASTEE, en prenant en compte qu'en tout point du réseau l'autocurage devra être réalisé.

Pour les eaux pluviales, il sera tenu compte d'une période de retour d'insuffisance de cinq ans. Le débit à prendre en compte pour le dimensionnement des tuyaux est de 6 l/mn/m².

Pour l'ouvrage d'assainissement non-collectifs, le nombre d'équivalent habitant à prendre en compte est de **20 EH**.

Pour la tenue mécanique des tuyaux, les calculs seront réalisés selon la méthode préconisée par le fascicule 70. Les résultats seront communiqués à la maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation.

2.2.4. CANALISATION

Les canalisations EU et EP seront en PVC coextrudé, comportant deux couches de PVC compact encadrant une couche de PVC allégé, conforme à la norme NF EN 476 et bénéficiant de la marque NF-Assainissement PVC à parois structurées.

Un grillage avertisseur de couleur marron de 0,40m de large en polyéthylène sera placé 0,30m au-dessus de la couche supérieure de sable, et à au moins 10cm en dessous du terrain naturel sur toute la longueur du réseau.

2.2.5. REGARDS DE SORTIE DE BATIMENT

Les regards de sortie de bâtiment ou de descente de gouttière seront de section carrée, en béton ou préfabriqués en béton vibré, conformes aux prescriptions du fascicule 70 du CCTG relatives aux regards de façades. Leurs dimensions minimales seront 0,50 m x 0,50 m.

Le tampon de fermeture sera adapté, pouvant résister à une surcharge statique 125 kN (classe B, conformément à la norme EN 124) :

- en béton armé pour les réseaux d'eaux pluviales,
- en fonte ductile pour les réseaux d'eaux usées.

2.2.6. CANIVEAU

En lieu et place des caniveaux existant, les caniveaux seront remis à neuf par des caniveaux en béton préfabriqué. Ils seront fermés par des grilles en fonte ductile (classe B). Le modèle choisi devra permettre des carottages afin d'y raccorder les descentes de gouttières.

2.2.7. BAC A GRAISSE

Le séparateur à graisse sera en polyéthylène, armé de fibres de verres, équipé d'un déboureur incorporé.

L'installation sera calibrée, sous la responsabilité du titulaire du présent lot pour 100 repas par jours, avec vidange automatique

2.2.8. FOSSE SEPTIQUE

La fosse septique devra permettre le traitement des effluents pour le rejet journalier de 20 EH.

Sa mise en place comprend :

- La fourniture et la pose de cuves équipées, mise en œuvre avec moyens de levage adaptés.
- Le lit de pose sera constitué par du sable stabilisé (mélangé à sec avec du ciment dosé à au moins 200 kg pour 1 m³ de sable) sur une épaisseur de 0,10 m minimum.
- La profondeur du fond de fouille, y compris l'assise de la cuve, doit permettre de respecter sur la longueur des canalisations d'amenées EU- EV une pente minimale de 3 %, pour le raccordement entre la sortie des eaux usées domestiques brutes et l'entrée de la fosse septique.
- Le remblaiement de l'excavation à l'aide de sable après la mise en place de la cuve, le compactage de ce remblai.

- L'entreprise prévoira dans son offre toutes les sujétions techniques pour un parfait fonctionnement de l'installation.

2.3. SECTION TECHNIQUE N°2 - ADDUCTION EN EAU POTABLE

2.3.1. OBJET DES TRAVAUX

La présente section technique comprend :

- La remise à neuf de la canalisation d'adduction à partir de la station de production (bâtiment 015)
- La création d'une chambre à vanne en pied de façade à proximité de la laverie, incluant une vanne d'arrêt et plusieurs départs pour pénétration dans le bâtiment

2.3.2. LIMITE DE PRESTATION

Les limites de prestation à cette section technique sont :

- En amont Le raccordement en sortie du bâtiment 015 (station de potabilisation)
- La vanne de sectionnement et chambre à vanne associée

L'entrepreneur aura également à sa charge un essai de mise en pression (en coordination avec le lot 03 – ST plomberie) et une désinfection suivi d'analyse.

2.3.3. DIMENSIONNEMENT

Le réseau d'adduction d'eau sera calculé sur les bases suivantes :

- Les débits de pointe du bâtiment seront déterminés selon la méthode définie par le DTU N° 60-11, en appliquant au coefficient de simultanéité un facteur multiplicateur de 1,
- Pour le branchement de bâtiment, le débit à prendre en compte sera celui calculé ci-dessus.

La vitesse de l'eau dans toutes les canalisations sera voisine de 1 m/s.

2.3.4. CANALISATION

La canalisation sera en P.V.C. pression de qualité alimentaire, avec jonction par collage sur manchons et raccords de même série, résistants à une pression de service de 16 bars, possédant la norme NF "distribution eau potable".

2.3.5. CHAMBRE A VANNE

En pied de façade une chambre à vanne sera créée. Elle sera en béton et fermée par un tampon fonte. La vanne de sectionnement (ou d'arrêt) sera de diamètre 32 mm.

2.4. SECTION TECHNIQUE N°3 – CFO

2.4.1. OBJET DES TRAVAUX

La présente section technique comprend :

- La fourniture et pose de fourreaux basse tension
- La fourniture et pose de chambre de tirage
- Le tirage des câbles BT

2.4.2. LIMITES DE PRESTATION

Le titulaire aura à sa charge :

- En amont : Le raccordement du bâtiment 010 à partir du tableau du bâtiment 013.
- En aval : Depuis la dernière chambre de tirage neuve la pénétration dans le bâtiment jusqu'au TGBT du bâtiment 013 (local « TGBT »)

Les prestations comprennent toutes les tranchées, les fourreaux, les regards, l'enrobage en sable, le grillage avertisseur et les remblais des réseaux souterrains, la pose des câbles en accord avec le lot 03 (ST – électricité).

2.4.3. CANALISATION

Les fourreaux seront en PVC, double paroi, annelés extérieur et lisses intérieur, conforme à la norme EN 50086-2-4 et certifié NF USE 622, aiguillés par un fil de tirage en polyester ou polyamide de 30/10ème mm de diamètre, bouchonnés aux extrémités.
Diamètre intérieur minimum : 100 mm.

2.4.4. ALIMENTATION

L'entrepreneur devra le raccordement depuis le TGBT du bâtiment 013 dans les fourreaux mis en œuvre au titre de cette section technique, cela jusqu'au local TBGT du bâtiment 010.

La section du câble sera déterminée par l'entrepreneur suivant le bilan de puissance fournit par le titulaire du lot 03 – ST électricité.

2.4.5. CHAMBRE DE TIRAGE

Il sera prévu des chambres de raccordement de type L2T sur le réseau électrique BT pour faciliter le tirage des câbles.
Les tampons de fermeture seront en fonte résistant aux sollicitations des classes B.

2.5. SECTION TECHNIQUE N°4 – TELECOM

2.5.1. OBJET DES TRAVAUX

La présente section technique comprend :

- La fourniture et pose de fourreaux aiguillé
- La fourniture et pose de chambre de tirage

2.5.2. LIMITES DE PRESTATION

Le titulaire aura à sa charge le mise en place de fourreaux et chambres de tirage:

- depuis : la chambre de tirage existante située à proximité de l'angle nord-ouest du bâtiment 010
- Jusqu'à : La dernière chambre de tirage à créer en pied de façade au plus proche du point de pénétration dans le bâtiment (pénétration incluse)

Les prestations comprennent toutes les tranchées, les fourreaux, les regards, l'enrobage en sable, le grillage avertisseur et les remblais des réseaux souterrains.

2.5.3. CANALISATION

Les fourreaux seront en PVC, non plastifiés semi-rigides, spécial télécommunications, conformes à la norme NF T24-018 et certifiés NF 40/01, aiguillés par un filin de tirage résistant à 100 daN, bouchonnés aux extrémités

Diamètre intérieur minimum : 60 mm.

2.5.4. CHAMBRE DE TIRAGE

Il sera prévu des chambres de tirage de type L2T à chaque angle du tracé pour faciliter le tirage des câbles.

Les tampons de fermeture seront en fonte résistant aux sollicitations des classes B.

3.DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

En fin d'exécution le titulaire remettra le dossier des ouvrages exécutés comprenant :

- Tous les plans aux formats dwg et pdf ;
- Les notes de calculs et dimensionnements ;
- Les fiches techniques ;
- Les rapports d'essais et d'inspections ;
- Les attestations de conformités ;
- Les bordereaux de suivi des déchets.